

Les mystères de Tchernobyl "LES SPECTRES DE LA COUR DE VIENNE"

"Ne serait-ce seulement qu'en considération de notre sauvegarde physique personnelle et de la préservation de la santé de nos proches, nous devrions écouter Y. Bandazhevsky dont les travaux font l'honneur de l'État biélorusse". (Appel des organisations russes écologistes et de défense des droits civils au procureur général de Belarus O. Bozhelko, la veille de la signature du traité d'union entre la Russie et Belarus. Premier signataire l'académicien Yablokov).

Le précédent article de notre enquête a eu un assez fort retentissement. Les fonctionnaires de la Commission ministérielle de Tchernobyl, qui ont eu l'occasion de s'exprimer la semaine dernière sur la question de l'américium-241 soulevée par notre journal, ont déclaré que le problème a été "hypertrophié", que la désintégration du plutonium et de sa transformation dans l'américium létal a commencé dès l'accident et qu'elle n'atteindra pas de si tôt son apogée... Nous sommes contents qu'au moins le problème a été finalement rendu public et de fait reconnu. Quant'au fait que certains fonctionnaires continuent à divaguer, ce sont des faux frais...

La première période de demi-vie est une limite à certains égards symbolique, parfois qualitative. Mais il nous semble que la Commission ministérielle de Tchernobyl qui, en assurant tout le monde qu'elle contrôle pleinement l'évolution du plutonium-241, soutient la non nécessité de l'évacuation, est en train de passer une autre limite. Nous savons de source sûre par exemple que l'un des ministères biélorusses a déjà formulé, en contrepoids aux plans de la Commission gouvernementale de Tchernobyl pour la réhabilitation de plus de 35% des villages de la zone, la conclusion qu'il est indispensable d'évacuer de 80 à 100 villages à cause de l'américium-241. Il est peu probable que les descendants des habitants des villages "à l'américium", non évacués et repeuplés, survivront jusqu'à la désintégration complète du plutonium...

Le même Bandazhevsky auraient pu éclairer les fonctionnaires sur le caractère des lésions causées par l'américium-241. Mais le professeur, qui a fêté le 9 décembre son anniversaire, se trouve toujours dans la prison de la rue Volodarka, et un nouveau recteur, Serguiei Javoronok, a été nommé à son poste (dans l'article précédent nous l'avons appelé par erreur Serguiei Jouravl, ce dont nous nous excusons). /en russe Jouravl signifie cigogne et Javoronok, alouette N.d.T./. L'inaction de Bandazhevsky fait le jeu aujourd'hui non seulement des autorités biélorusses, mais aussi d'une organisation comme l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). Dans cet article, qui continue les publications sur le thème de Tchernobyl, nous nous proposons de décrire la situation dans laquelle s'est trouvée l'organisation de Vienne après la catastrophe de Tchernobyl, et l'importance pour l'AIEA d'une collaboration "réciproquement avantageuse" avec les autorités biélorusses.

L'aube et le déclin de l'AIEA

l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) a été créée en 1955 dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le statut de l'AIEA, approuvé en 1957, contient l'article qui définit l'objectif principal de l'organisation: encourager et faciliter le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique pour la paix, la santé et le progrès dans le monde entier. En ce temps, dans les années 50-70, la solution de ces problèmes semblait une nécessité. On planifiait alors la

Le fait que les fonctionnaires viennois sont prêts à tout pour conserver leur organisation est démontré par l'expérience de leur travail d'explication et de détermination des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl à la fin des années 80. A l'époque, sous la pression de l'Occident, le gouvernement soviétique avait été obligé de laisser entrer dans la zone des commissions internationales sous l'égide de l'AIEA. Elles s'attachèrent à élucider les "vraies" dimensions de la catastrophe de Tchernobyl. Pour apprécier l'objectivité des conclusions faites par les experts de l'AIEA il suffit de considérer qu'ils n'ont même pas tenté d'analyser pourquoi les autorités de 1988 avaient interdit aux médecins soviétiques de reconnaître le rapport de cause à effet entre les radiations et les maladies. C'est précisément sur ce thème, parmi d'autres, qu'à travaillé ces dernières années le même Bandazhevsky.

Le concept de "35 Rem" sur une vie pour la population des territoires pollués, qui excluait la nécessité de l'évacuation et adoptait comme base pour les mesures de protection contre les radiations le taux d'accumulation de 5 milliSivert de radionucléides par an, alors qu'en Occident la norme était (et depuis 1990 elle l'est chez nous aussi) de 1 milliSivert, fut également élaborée et approuvée sur la base des recommandations de l'AIEA (<http://nesteren.da.ru>). Le concept resta en vigueur deux ans avant d'être modifié. L'AIEA perdit alors, mais elle s'efforce de ne plus perdre. Surtout en Belarus.

Le dernier combat

L'AIEA est toujours puissante. Plus autant qu'avant 1986, mais elle continue à représenter malgré tout, par ses recommandations, un guide pour l'action des leaders de notre pays. Beaucoup d'experts relient la représentation des intérêts de l'AIEA sur le territoire de Belarus à la personne de Edmund Lengfelder. Il s'agit d'un éminent scientifique-médecin*, citoyen allemand, qui se trouve depuis longtemps sur le territoire de Belarus. Lengfelder participe aux projets financés d'une manière ou d'une autre par l'AIEA. C'est lui qui influençait (et continue d'influencer) la position officielle du précédent gouvernement allemand, en démontrant que l'accident n'a eu comme conséquences que l'augmentation des maladies de la glande thyroïdienne et du sang. Cependant, si on en juge par les données publiées récemment par un autre radiologue* occidental, le professeur Fernex, on ne peut pas croire par principe aux médecins qui collaborent avec l'AIEA. Depuis 1959 un accord est en vigueur entre l'AIEA et l'Organisation Mondiale de la Santé, suivant lequel un médecin qui collabore avec l'AIEA n'a pas le droit de publier d'informations sur les conséquences des radiations pour la santé, sans l'accord de cette organisation (<http://chernobyl.da.ru>). Il est logique de penser que n'importe quel de nos médecins, qui collabore avec l'AIEA, ne peut être pleinement véridique dans ses conclusions.

Et pourtant c'est seulement dans des projets communs bien connus du public que le vice directeur de l'Institut de la Médecine des Radiations et de l'Endocrinologie du Ministère de la Santé, Yakov Kenigsberg, a travaillé avec la collaboration du professeur Lengfelder. Dans d'autres projets de notoriété publique Lengfelder est lié avec M. Serguieïenko, assistant du vice Président du Conseil Novitzky, qui de fait est responsable du dossier Tchernobyl au gouvernement; il est lié aussi avec le directeur de l'Institut d'échanges de masses et caloriques (?), Martynenko; avec le directeur de l'Institut des problèmes énergétiques de l'Académie Nationale des Sciences de Belarus, Mikhalévitch etc. (si nécessaire nous analyserons en détail chacun de ces projets). Cette liste, disons-le tout de suite, est très importante tant du point de vue quantitatif que par les charges des titulaires qui y sont énumérés. Et ce sont justement les personnes de cette liste qui déterminent en grande partie la politique de l'État pour Tchernobyl.

Pourtant, malgré toute l'importance que Belarus représente pour l'AIEA, la quantité des moyens qu'elle a dirigés et qu'elle dirige sur différents programmes dans notre république n'est pas adéquate aux dimensions de la tragédie. Il est donc peu probable que l'intérêt des autorités de Belarus pour le maintien des bonnes relations avec l'AIEA se base sur l'argent de Vienne. Il faut chercher autre chose. Par exemple, l'influence de l'AIEA en Occident: un bout de papier de cette organisation peut ouvrir les portes aux plus hauts sommets de l'Olympe politique. C'est cet Olympe politique qui manquait énormément, jusqu'à présent au moins, à Alexandr Loukachenko et à son entourage.

Ces derniers mois les experts constatent un refroidissement dans les relations entre Belarus et l'AIEA, nonobstant la récente visite chez nous du vice directeur de cette organisation. Quel est le motif de ce refroidissement? Peut-être nos dirigeants ont-ils considéré que les versements de l'AIEA pour le silence sur la tragédie de Tchernobyl son insuffisants? Peut-être d'autres forces ont-elles été trouvées, qui permettront à Loukachenko d'accéder à cet Olympe par une autre voie? Mais au sommet d'Istanbul la délégation biélorusse a cherché d'obtenir simultanément l'approbation de deux de ses propositions écologistes, dirigées d'une façon ou d'une autre contre l'AIEA: la création d'un fonds pour la liquidation des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et l'adoption d'un code écologique d'Europe. Et pour finir, les biélorusses introduisirent, sous forme de projet pour le moment, une proposition décidément létale pour l'AIEA: la création d'un fonds d'assurance par les pays utilisateurs de l'énergie atomique. Les prélèvements obligatoires destinés à ce fonds démontreront le coût réel de l'énergie atomique pour les budgets et pour les contribuables.

Une autre question, qui aurait pu porter un autre coup à l'AIEA et à ses protecteurs en Belarus, a été soulevée au sommet d'Istanbul. Les "verts" allemands, qui en furent les promoteurs, proposèrent au chef de l'OSCE Knut Wollebek d'inclure dans l'ordre du jour de l'assemblée la question de la libération du professeur Bandazhevsky. Mais la proposition des "verts" pour le moment n'est pas passée sous la masse d'autres problèmes qui sont considérés plus globaux par les européens.

Une chose est claire: les flottements des autorités biélorusses au sujet de la solution du problème de Tchernobyl témoignent de l'existence de différents courants à l'intérieur du système dirigeant. A leur tour ils reflètent d'une manière ou d'une autre les intérêts de camps déterminés. Qui a le plus intérêt à déloger l'AIEA des positions qu'elle occupe et qu'elle n'entend pas quitter même sous l'action de circonstances défavorables? Tout le monde bien sûr n'a pas oublié Tchernobyl ni la sécurité du pays parmi nos dirigeants, loin de là. Leur opinion compte aussi pour quelque chose, mais l'élément décisif sont les groupes pétroliers qui ont toujours été et sont les adversaires naturels de l'AIEA, et dont la force augmente constamment depuis 1986. C'est d'eux et de l'importance que revêt notre petit pays dans l'expansion des compagnies du gaz et du pétrole sur le marché énergétique mondial que traitera précisément notre prochain article.

P.S. L'enquête journalistique de "BDG" serait impossible sans l'aide du "Journal de Tchernobyl" en réseau (directeur, Iury CHEVTZOV). Le "Journal de Tchernobyl" se trouve à l'adresse Internet: <http://chernobyl.da.ru>. A travers ce site il est possible d'entrer dans les pages riches d'informations de l'Institut biélorusse de sécurité des radiations BELRAD (directeur V.B. Nesterenko ou directement à l'adresse: <http://nesteren.da.ru>) et dans la page personnelle de Iury Bandazhevsky.

*Edmund Lengfelder n'est pas médecin. Roger Fernex, médecin et professeur à l'université de Bâle, n'est pas radiologue. (N.d.T.)

(Traduction de Wladimir Tchertkoff)